

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

L'appel « Dire "Non" au traité constitutionnel pour mieux construire l'Europe »

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 12 décembre 2004

Démocratie & Socialisme

[Le site de l'appel des 200](#)

Face à la mondialisation » libérale et aux firmes transnationales, nous avons besoin d'Europe. Mais celle qui se fait aujourd'hui n'est pas l'Europe dont nous avons besoin.

L'Europe qu'on nous demande d'avaliser est totalement organisée autour d'un principe unique : le marché, la généralisation de la concurrence. C'est cela qui autorise l'attaque contre les services publics, l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, l'encouragement à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne. Cette Europe-là est menée par le haut, par des négociations opaques entre les gouvernements et par des instances qui ne sont pas soumises au contrôle démocratique, telles la Commission ou la Banque centrale européenne.

Les peuples ne se reconnaissent pas dans cette pseudo-Europe qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie. Il est urgent de sortir de cet engrenage.

Le « traité constitutionnel » adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement le 18 juin 2004 constitue l'ensemble juridique libéral le plus complet et contraignant de la planète. Il grave dans le marbre les dogmes et les politiques inscrites dans le Traité de Rome aggravé dans un sens néo-libéral par les traités ultérieurs. Il ouvre la voie à une politique militariste subordonnée à l'Otan.

Il refuse l'égalité des droits à ceux qui résident en Europe sans posséder la nationalité d'un Etat membre et les désigne au harcèlement administratif et policier. Il remet en cause le principe de laïcité auquel nous tenons. Enfin, il laisse les citoyens à l'écart des lieux de décision.

Il n'est d'ailleurs une constitution ni par son mode d'adoption, ni par son mode d'élaboration, ni par son contenu. S'il est ratifié, l'unanimité des 25 Etats membres sera ensuite requise pour le modifier. Cela, alors même qu'il fixe dans le détail des choix politiques, économiques et sociaux essentiels qui ne pourront donc plus être remis en cause. Ce vice anti-démocratique affecte déjà les traités actuels ; il est incorporé avec eux.

Cette masse de stipulations précises et contraignantes va toujours dans le même sens : la domination du marché, la liberté d'action des capitaux et des firmes transnationales. Au fronton de cet édifice est inscrit un principe primordial, décrété intangible : « le principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée ».

Cette Europe-là n'est pas la nôtre.

C'est pourquoi il est urgent de donner à l'Europe de nouvelles fondations qui l'émancipent du capitalisme financier, prédateur et belliciste, qui la réconcilient avec le progrès social, la démocratie, un développement soutenable, la coopération entre les peuples, qui portent la paix sur une planète déchirée par les guerres.

Nous sommes des partisans résolus d'une Europe du droit pour toutes et tous à l'emploi, mobilisée contre le chômage, la précarité et la dégradation du cadre de vie. Une Europe qui renforce les garanties sociales, met en oeuvre un développement économique compatible avec les équilibres écologiques, défend la diversité culturelle, respecte la laïcité et veille à la stricte application de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Nous voulons une Europe démocratique, fondée sur la pleine citoyenneté de tous ses résidents. Nous proposons

une Europe dont les peuples seront les acteurs d'un authentique processus constituant, qui leur permette de décider vraiment des choix politiques et de contrôler leur mise en oeuvre.

Pour que cette Europe si nécessaire devienne possible, il faut partout donner la parole aux citoyens et refuser cette prétendue « constitution » européenne.

Nous entendons l'argument de celles et ceux qui combattent avec nous le néo-libéralisme et craignent pourtant qu'un tel refus serve les forces réactionnaires. Mais laisser l'Europe actuelle continuer sur sa lancée favorise l'essor dangereux des populismes réactionnaires, des droites « souverainistes », de l'extrême-droite xénophobe. Cette Europe-là représente une grande menace pour l'idée européenne elle-même.

C'est pourquoi nous appelons à opposer un « non » majoritaire au « traité constitutionnel ». Un « non » de gauche, en rupture avec le système libéral, qui puisse traduire dans les urnes ce que les mobilisations sociales et altermondialistes de ces dernières ont exprimé avec le soutien de la majorité de la population, des salariés, de la jeunesse.

Sur ces bases, nous créons un collectif d'initiative et appelons à ce que des rassemblements similaires se constituent dans toutes les villes et dans tous les secteurs de la société.

Parmi les 200 premiers signataires :

Etienne Adam (ANPAG Caen) Jean-Pierre Alaux (responsable associatif) Paul Allières (professeur des universités en sciences politiques, membre du conseil national du PS) Samir Amin (économiste) Tony Andréani (professeur émérite de sciences politiques) Paul Ariès (politiste) Ariane Ascaride (comédienne) Clémentine Autain (adjointe au maire de Paris) Louis-Marie Barnier (syndicaliste CGT Air-France) Michaël Batz (metteur en scène) Francine Bavay (vice-présidente du conseil régional d'Ile de France, Les Verts) Nicolas Beniès (syndicaliste FSU Caen) Nadia Benhelal (professeure des écoles, coordinatrice générale de la Fondation Copernic) Hamida Ben Sadia (militante collectif féministe pour l'égalité et FTCT) Tarek Ben Hiba (conseiller régional d'Ile de France, responsable associatif) Daniel Bensaïd (philosophe université Paris 8) Gérard Berthiot (premier vice-président du conseil régional de Champagne-Ardenne, PS) Alain Bertho (sociologue université Paris 8) Geoffroy Bertholle (infirmier syndicaliste CGT) Olivier Besancenot (porte-parole de la LCR) Bernard Birsinger (maire de Bobigny) Thierry Bodin (statisticien, syndicaliste CGT Sanofi-Aventis) François Boudet (syndicaliste CGT, cheminots) Jean-Jacques Boislaroussie (Les Alternatifs) Gérard Bohner (ingénieur CNRS) Corinne Bord (présidente Ensemble contre la guerre) Michel Bourgain (maire de l'Ile St Denis, Les Verts) Jacques Boutault (maire du second arrondissement de Paris, Les Verts) José Bové (ancien porte-parole de la Confédération Paysanne) Jean Brafman (conseiller régional d'Ile de France, groupe communiste et citoyen) Hervé Bramy (président du conseil général de Seine-St Denis) Patrick Braouezec (député-maire de St Denis, PCF) Marie-George Buffet (secrétaire nationale du PCF, députée) Jean-Michel Carré (cinéaste) Hubert Casel (TEAG Brest) François Castaing (syndicaliste FSU) Bernard Chambaz (écrivain) Véronique Champeil-Desplats (professeur des universités, droit public) Vincent Charbonnier (ingénieur INRP, Actuel Marx) Jean-Christophe Chaumeron (syndicaliste Fédération CGT Finances) Jocelyne Clarke (coprésidente de la CNGR, présidente de l'UFAL Paris) Armand Creus (syndicaliste Ugict-CGT, Communauté urbaine de Lyon) Patrice Cohen-Seat (président d'Espaces Marx) Francis Combes (poète, éditeur) Pierre Contessenne (syndicaliste SUD-aérien) Eric Coquerel (président de Mars) Philippe Corcuff (sociologue, IEP de Lyon) Albano Cordeiro (économiste) Jean-Louis Corvaisier (syndicaliste, CGT Banque de France) Léon Crémieux (syndicaliste SUD-aérien) Alain Cyroulnik (éducateur, syndicaliste snpes pjj FSU) Danielle Czalczyński (syndicaliste FSU) Didier Daeninckx (écrivain) Jean-Pierre Darroussin (comédien) Claude Debons (syndicaliste, Fondation Copernic) Jean-Claude Delaunay (professeur, université de Marne la Vallée) Christine Delphy (directrice de recherche CNRS, fondatrice des Nouvelles Questions Féministes) André Deluchat (coprésident de la CNGR) Monique Dental (militante collectif féministe Ruptures) Christian de Montlibert (professeur de sociologie, université Marc Bloch de Strasbourg) Marc

Dolez (Député du Nord, PS, animateur de Forces Militantes) François Dufour (ancien porte-parole de la confédération paysanne) Ian Dufour (inspecteur du travail, syndicaliste CGT) Frédéric Dutoit (député des Bouches du Rhône) Marc Everbecq (maire de Bagnolet) Laurent Eyraud (comédien, directeur artistique, Hautes-Alpes) Jean Ferrat (artiste) Michel Fiant (Les Alternatifs) Gérard Filoche (inspecteur du travail, Bn du PS) Bernard Floris (sociologue, université Grenoble 3) Olivier Frachon (syndicaliste EDF) Nicolas Frize (compositeur) Jean Gadrey (professeur d'économie, université Lille 1) Ignace Garay (syndicaliste CGT métallurgie, Lot et Garonne) Jean-Philippe Gasparotto (syndicaliste, CGT Caisse des dépôts) Jean-François Gau (PCF) Bertrand Geay (sociologue, université de Poitiers) Bruno Giuliani (syndicaliste CGT, EDF-GDF) Pierre-François Grond (LCR) Robert Guédiguian (cinéaste) Janine Guespin (biologiste, université de Rouen) Serge Guichard (PCF) André Grimaldi (professeur de médecine) Georges Günther (Président APEIS Loire) Abdelkbir El Hakkaoui (président d'Aide Fédération) Jean-Marie Harribey (économiste, université de Bordeaux 4) Alain Hebert (syndicaliste CGT arsenaux, Cherbourg) Jean-Paul Hébert (économiste, EHESS) Carlos Miguel Herrera (professeur des universités, droit public, université de Cergy-Pontoise) Michel Husson (économiste) Rémy Jean (sociologue) Catherine Jeandel (directrice de recherche au CNRS) Raoul-Marc Jennar (politiste) Samy Johsua (professeur de sciences de l'éducation, université Aix-Marseille) Jean-Pierre Jouffroy (peintre) Patrice Judille (co-président coordination gauche républicaine) Yves Juin (syndicaliste CGT territoriaux, Rennes) Vincent Jullien (professeur des universités, histoire et philosophie des sciences) Marmar Kabir-Ahmadi (ingénieur, syndicaliste CGT Sanofi-Aventis) Marcel-Francis Kahn (professeur de médecine) Alain Krivine (porte-parole de la LCR) Georges Labica (Philosophe, professeur des universités) François Labroille (conseiller régional d'Ile de France, alternative citoyenne) Jean-Marc Lachaud (professeur de philosophie, université Paul Verlaine de Metz) Bernard Langlois (Politis) Michel Laurent (PCF) Francette Lazard (historienne, Espaces Marx) Frédéric Lebaron (professeur de sociologie, université de Picardie, Raisons d'Agir) Anne Leclerc (syndicaliste snpes pjj, FSU, féministe) Joël Lejeanic (syndicaliste CGT Air France) Jeannick Le Lagadec (Adjoint au maire de Champigny sur Marne, MARS) Anne Le Strat (Les Verts) Claire Le Strat (politiste, Fondation Copernic) Carole Luissier (syndicaliste CGT, EDF-GDF) Michaël Löwy (sociologue CNRS) Philippe Marlière (Politologue, université de Londres) Marc Mangenot (économiste, Fondation Copernic) Roger Martelli (PCF, directeur de Regards) Christian Martin (haut-fonctionnaire, membre du bureau national du PS) Lilian Mathieu (sociologue CNRS) Gérard Mauger (sociologue CNRS, Raisons d'Agir) Zouina Meddour (directrice de centre social, St Denis) Roland Mérieux (Les alternatifs) Arnaud Meunier (metteur en scène, Somme) Maurice Moissonnier (historien) Marie-José Mondzain (philosophe, EHESS) Erwanne Monthubert (enseignante, IEP de Toulouse) Bertrand Monthubert (mathématicien) Robi Morder (juriste) Michel Naudy (journaliste) Dominique Noguères (LdH) Michel Onfray (philosophe) Rosa Ould Ameziane (conseiller municipal de Bègles, Les Verts) Jean-Jacques Paris (vice-président du conseil général de Gironde, responsable culture à l'ANECR) Francis Parny (vice-président du Conseil Régional d'Ile de France, PCF) Robert Pelletier (syndicaliste CGT métallurgie) Willy Pelletier (sociologue, coordonnateur général de la Fondation Copernic) Jean-François Pelissier (maire-adjoint du 13ème arrond de Paris) Antoine Perrot (artiste plasticien) Jacques Perreux (vice-président du conseil général du Val de Marne, PCF) Claire Pessin-Garric (Vice-présidente du conseil général de Seine St Denis, MARS) Christian Picquet (LCR) Gérard Piel (vice-président du conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur) Bernard Pignerol (haut fonctionnaire, PS) Claude Poliak (sociologue CNRS Raisons d'Agir) Christine Poupin (LCR) Jean-François Pujol (comédien, syndicaliste CGT spectacles) François Préneau (Les Alternatifs) Yvon Quiniou (philosophe) Christophe Ramaux (économiste université Paris1) Jacques Rigaudiat (haut-fonctionnaire, PS) Michel Rizzi (cadre RATP) Isabelle Roger (ergonome, chargée de mission à l'ARACT Nord-Pas de Calais) Michel Rousseau (marches européennes contre le chômage) Eric Roulot (syndicaliste, fédération nationale Mines-Energie CGT) Jean-Marie Roux (responsable syndical, Banque de France) François Sabado (LCR) Pierre Salama (professeur des universités, économiste, Paris 13) Yves Salesse (Haut Fonctionnaire, président de la Fondation Copernic) Claude Saunier (sénateur PS) Evelyne Serverin (directrice de recherche CNRS) Kazem Shahryari (poète, metteur en scène) Evelyne Sire-Marin (magistrate, Fondation Copernic) Patrick Silberstein (éditeur) Marc Slyper (musicien, syndicaliste CGT spectacles) Arnaud Spire (philosophe, Espace Marx) Daniel Steinmetz (ingénieur de recherche au CNRS, syndicaliste SNTRS-CGT) Arlette Téphany (metteur en scène) Emmanuel Terray (anthropologue) Bernard Traidmond (professeur d'anthropologie, université Bordeaux 2) Josette Trat (féministe, universitaire, Paris VIII) Pascal Troadec (adjoint au maire de Grigny) Roselyne Vachetta (porte-parole de la LCR) Philippe Villechallane (militant association de chômeurs) Claire Villiers (Vice-présidente du Conseil Régional d'Ile de France) Arnaud Viviant (syndicaliste, essayiste) Serge Volkoff (statisticien) Michel Vuillaume (syndicaliste, CGT santé action sociale, Haute Savoie) Gilbert Wasserman (rédacteur en chef de

L'appel « Dire "Non" au traité constitutionnel pour mieux construire l'Europe »

Mouvements) Francis Wurtz (président du groupe GUE-NGV au parlement européen, PCF) Raymond Zaharia (Attac Clamart) Pierre Zarka (PCF, OMOS) Malika Zediri (militante APEIS)

[Le site de l'appel des 200](#)